



**Améliorer la vie
des gens partout
dans le monde**



Unifor
**Fonds
de justice
sociale**



Table des matières

4	Fonds de justice sociale d’Unifor À propos de l’organisation
12	Le Fonds de justice sociale à l’œuvre Domaines d’intervention
18	Canada Des jeunes femmes autochtones qui façonnent leur communauté
24	Bangladesh Travailler avec les survivants de l’effondrement du Rana Plaza
30	Colombie Militer pour des syndicats forts dans le secteur pétrolier
36	Népal Un grand nettoyage après le séisme dévastateur
40	République démocratique du Congo Redéfinir les rôles sexuels des femmes et élargir leurs perspectives d’avenir
46	Bangladesh Offrir des services médicaux et de la formation sur la santé et la sécurité aux travailleurs des chantiers de démantèlement de navires
50	Haiti Reconstruire ensemble



Le Fonds de justice sociale est un fonds négocié à la table de négociation collective avec les employeurs. Les sommes du fonds sont utilisées pour soutenir des groupes communautaires, des syndicats et des associations de travailleuses et travailleurs partout dans le monde, dans leurs efforts de renforcer la démocratie, améliorer les droits syndicaux et les droits de la personne, promouvoir le développement équitable, et contribuer à la réduction de la pauvreté, à la justice sociale et à la réforme de l'éducation.

Fonds de justice sociale d'Unifor

Une priorité nationale à la table de négociation



Unifor s'est engagé à améliorer la qualité de vie des travailleuses et travailleurs et de leurs familles, tant au Canada qu'à l'étranger.

En raison de notre engagement à l'égard de la justice sociale, nous menons des initiatives internationales qui dépassent les limites de nos lieux de travail et de nos tables de négociation.

Le Fonds de justice sociale (FJS) joue un rôle vital dans l'amélioration de la protection des droits de la personne et la création de conditions propices pour que les travailleuses et travailleurs améliorent leur propre qualité de vie. Le FJS solidifie nos liens avec les travailleuses et travailleurs d'autres pays. En échangeant information et stratégies, nous pouvons nous attaquer ensemble à des enjeux communs, et cette collaboration nous rendra plus forts.

La négociation du FJS est un moyen pour les comités de négociation d'assurer la poursuite de ce travail important. J'encourage nos comités de négociation à la grandeur du pays à relever ce défi.

Jerry Dias

Président national
Unifor



Fonds de justice sociale d'Unifor

Le Fonds de justice sociale repose sur un principe de base d'Unifor : le syndicalisme social

Le FJS est une expression de la philosophie de « syndicalisme social » d'Unifor, qui consiste à améliorer les conditions des travailleuses et travailleurs d'ailleurs, de leurs familles et de leurs communautés, comme nous le ferions s'ils étaient au Canada.

Des millions de personnes dans le monde entier vivent dans la misère noire et voient leurs droits les plus fondamentaux bafouer. Bon nombre font face à des catastrophes terribles, parfois soudaines : inondation, famine, guerre, maladie. Le FJS est un volet du projet d'Unifor d'apporter de l'aide humanitaire là où elle est la plus nécessaire, en plus de financer les travaux de reconstruction et de développement à la suite d'une catastrophe. Une partie de notre mandat consiste à appuyer les initiatives qui visent à garantir pleinement les droits de la personne et des travailleurs dans les pays où la répression politique sévit.



Le FJS d'Unifor est une nouvelle entité issue de la fusion du Fonds humanitaire du SCEP et du Fonds de justice sociale des TCA.



Chaque année, de nouveaux employeurs acceptent de cotiser au FJS.

20 p. 100

Jusqu'à 20 p. 100 des fonds du FJS servent à financer des projets ici, au Canada.

1 100+

Depuis la création du Fonds de justice sociale en 1990 et du Fonds humanitaire en 1992, plus de 1 100 projets ont été financés dans le monde entier.



Le FJS est géré par un conseil d'administration composé de neuf membres nommés au sein du syndicat ainsi que de trois Canadiennes ou Canadiens influents dans les domaines de la justice sociale, du développement international et de la lutte à la pauvreté.

Le FJS est un organisme de bienfaisance enregistré

Le gouvernement reconnaît l'importance du travail qu'accomplit le FJS à l'échelle nationale et internationale en lui accordant le statut d'organisme de bienfaisance à part entière. Depuis plus de 25 ans, le FJS est une institution stable et viable. Toutes les cotisations de l'employeur sont déductibles d'impôt en raison du statut d'organisme de bienfaisance.

Les projets du FJS jouissent d'une reconnaissance nationale et internationale

Les actions humanitaires du FJS sont saluées par les médias canadiens et les organismes internationaux tels que la Croix-Rouge, Handicap International et Oxfam Canada.

Nos membres sont conscients du lien entre leur bien-être et celui des travailleuses et travailleurs d'autres pays.

Nous tenons souvent pour acquis les privilèges pour lesquels d'autres se battent. Il est facile d'oublier que la démocratie est fragile et convoitée. Aider les habitantes et habitants des pays où sévit la répression politique à faire respecter leurs droits contribue à la consolidation de la démocratie dans ces pays et ailleurs.

La promotion de la protection des droits de la personne, d'une rémunération raisonnable et des conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs d'autres pays suppose que les décisions d'investissement des sociétés ne prendront plus en considération les très faibles salaires et les conditions de travail difficiles.



Nos projets d'envergure mondiale englobent le Canada

Le FJS n'est pas le seul moyen pour nous d'aider les Canadiennes et Canadiens. Notre syndicat et nos membres donnent généreusement à d'autres organismes de bienfaisance canadiens, comme Centraide et de nombreux groupes communautaires locaux. En outre, jusqu'à 20 p.100 des sommes générées par le FJS financent des projets au Canada, comme des banques alimentaires, des refuges pour femmes et des programmes jeunesse et communautaires.



Exemple de disposition contractuelle

L'employeur accepte de cotiser (insérer le montant) par heure par employé(e) au Fonds de justice sociale pour toutes les heures rémunérées, à compter du (insérer le jour, le mois et l'année).

Il versera une cotisation tous les trois mois dans le Fonds de justice sociale, lequel est un organisme de bienfaisance enregistré d'Unifor. Il enverra chaque paiement à l'adresse suivante :

Fonds de justice sociale d'Unifor
205 Placer Court
Toronto, ON M2H 3H9

L'employeur recevra un reçu pour don de charité pour chaque paiement.

Sélection des projets

Le conseil d'administration du FJS évalue et approuve tous les projets. Les partenaires de projet sont tenus de produire régulièrement des rapports. Les représentantes et représentants nationaux d'Unifor possédant une expertise des problématiques internationales contrôlent les projets. Des vérificatrices et vérificateurs indépendants examinent les registres du FJS chaque année, et le FJS est responsable devant la Division des organismes de bienfaisance de Revenu Canada.

Modèle de financement

Les comités de négociation d'Unifor négocient une disposition stipulant que les employeurs doivent verser un montant dans le FJS pour chaque heure rémunérée et pour chaque membre d'Unifor. Dans les petits lieux de travail, des modèles novateurs ont été négociés pour permettre à l'employeur de verser une cotisation au FJS au nom de son personnel.

Le FJS n'est pas qu'une œuvre de bienfaisance

Le FJS est avant tout une manifestation de solidarité avec des travailleuses et travailleurs dans le monde entier. Il appuie des initiatives vitales qui ont pour objectif de consolider la démocratie, d'améliorer la protection des droits de la personne et des travailleurs, d'assurer un développement équitable, de réduire la pauvreté, de promouvoir la justice sociale et de réformer l'éducation. Le FJS apporte du soutien matériel aux travailleuses et travailleurs d'autres pays pour qu'ils mènent des campagnes de sensibilisation et des campagnes communautaires afin de renforcer leurs organisations. La solidarité nous rend tous plus forts.

Vous avez un rôle à jouer dans le développement et le renforcement du FJS

Discutez avec votre comité de négociation de la possibilité d'inclure, lors de la prochaine ronde de négociations, une disposition sur le FJS dans votre convention collective si elle n'en contient pas déjà une. Utilisez l'exemple de disposition ci-dessus et informez les membres de votre comité de négociation que quelques sous par heure peuvent faire une différence majeure dans la vie d'autres personnes.

Suivez l'évolution des initiatives du FJS sur le site Web d'Unifor, à l'adresse www.unifor.org/fjs

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquez avec :

Mohamad Alsadi

Directeur du Service des relations internationales
Mohamad.Alsadi@unifor.org

Deborah Bissett

Service des relations internationales
Deborah.Bissett@unifor.org

Fonds de justice sociale d'Unifor

205 Placer Court
Toronto, ON M2H 3H9

1-800-268-5763 / 416-497-4110



Le Fonds de justice sociale à l'œuvre :

domaines d'intervention

Droits de la personne

La promotion de la protection des droits de la personne est la pierre angulaire du FJS.

L'International Peoples' Tribunal à Washington D.C., qui révèle au grand jour les crimes que le gouvernement philippin actuel commet contre son propre peuple; Rainbow Railroad, qui vient en aide aux LGBTQ persécutés sur toute la planète; la campagne visant à faire reconnaître les droits de la personne (et les droits fonciers) des Intouchables en Inde; la surveillance des violations des droits de la personne en Amérique centrale; et la Roméo Dallaire Child Soldiers Initiative sont des exemples d'initiatives que nous appuyons, pour n'en nommer que quelques-uns. Le FJS poursuit fièrement la tradition d'appuyer des projets qui défendent les droits de la personne, qui enquêtent sur les violations des droits de la personne et qui font la promotion de la protection des droits de la personne dans le monde entier.

Droits des travailleuses et travailleurs

La protection et la promotion des droits des travailleurs comptent parmi les principales priorités du FJS d'Unifor.

Le FJS soutient les nouveaux syndicats et facilite les échanges entre syndicats en travaillant avec des fédérations syndicales internationales, de nouvelles associations de travailleuses et travailleurs, des syndicats indépendants et des organisations communautaires de travailleuses et travailleurs. Voici des exemples d'initiatives que nous menons avec nos partenaires: réadapter la main-d'œuvre enfantine, renouveler le syndicalisme en Palestine, former des formatrices pour repérer les cas de harcèlement sexuel dans les plantations sucrières d'Afrique du Sud et du Kenya et aider les femmes à mettre au point des moyens appropriés de les traiter, apporter du soutien technologique aux syndicats en Tanzanie, réaliser des projets d'enseignement avec le personnel des maquiladoras en Amérique centrale; assurer la sécurité des journalistes au Mexique, appuyer les campagnes pour le droit à la liberté d'association des travailleuses et travailleurs du Bangladesh. La liste ne s'arrête pas là.

TRAVAILLER AVEC DES PARTENAIRES



Assurer la sécurité des journalistes, Mexique



Formation sur le harcèlement sexuel à l'intention des femmes Afrique du Sud



Projets éducatifs avec les travailleuses et travailleurs des maquiladoras Amérique centrale

Condition féminine

Le FJS s'efforce de doter les femmes des moyens nécessaires pour assumer des rôles de leader au sein de leur syndicat et de leur communauté dans bien des pays.

Au Canada et à l'étranger, nous appuyons des projets fondés sur le sexe qui mettent l'accent sur la sensibilisation au harcèlement, les stratégies de lutte contre la violence, l'équité salariale, les programmes d'emploi, les microcrédits destinés aux femmes et le développement du leadership. Le FJS soutient activement les cliniques d'aide juridique qui défendent les femmes pauvres qui sont victimes de violence dans la région de Khartoum, au Soudan, afin de perfectionner les compétences des avocates et avocats qui représentent cette clientèle vulnérable. En outre, il appuie la sensibilisation au mariage d'enfants et la réforme juridique pour mettre fin à la discrimination envers les femmes. Le FJS encourage également la mise sur pied de programmes de leadership chez les femmes au sein des syndicats au Brésil et en Afrique du Sud.

PROJETS FINANCÉS



Cliniques juridiques
pour les femmes
subissant de la violence
Khartoum, Soudan



Programmes sur le
leadership des femmes
avec des syndicats
Brésil et Afrique du Sud



Soutien à l'éducation
des électeurs
Soudan

Paix et sécurité

Le FJS finance régulièrement des projets visant à consolider des institutions démocratiques et la société civile.

Il encourage un grand nombre d'organisations non gouvernementales qui œuvrent dans les domaines de l'accompagnement de protection, de l'éducation à la paix ainsi que de l'observation et de l'analyse de situations de conflit à titre de tierces parties indépendantes. Il a contribué à des projets d'éducation des électeurs au Soudan et il a offert du soutien post-conflit en République démocratique du Congo afin de former les prestataires de soins médicaux aux victimes de violence sexuelle.





Aide humanitaire

Le FJS envoie de l'aide aux victimes de la guerre sur toute la planète et aux familles aux prises avec des inondations, des famines, des tsunamis et d'autres catastrophes naturelles.

Par exemple, il a apporté du soutien aux organismes qui étaient sur place immédiatement après le séisme survenu au Népal, après le tsunami qui a dévasté le Japon et l'accident nucléaire subséquent, et après bien d'autres désastres où l'aide humanitaire pouvait faire la différence entre une vie perdue et une vie sauvée. Nous appuyons également des projets permettant à de petits producteurs de biens et fournisseurs de services d'avoir accès à des prêts renouvelables pour petites entreprises en Éthiopie et en Inde, afin d'aider les communautés défavorisées à se reconstruire.

Canada

Jusqu'à 20 p.100 des fonds du FJS sont affectés à des projets ici, au Canada.

Ces projets viennent en aide aux jeunes, aux sans-abri, aux réfugiés, aux banques alimentaires et aux refuges pour femmes. Nous sommes fiers d'encourager des projets de développement du leadership chez les jeunes et les jeunes travailleuses et travailleurs, comme les stages s'adressant aux femmes autochtones, les camps de jeunes qui font la promotion de la justice sociale, le soutien des jeunes LGBT et Passeport pour ma réussite, un programme communautaire qui aide les jeunes issus de milieux à faible revenu à réussir leurs études secondaires et la transition vers l'éducation postsecondaire.

ORGANISATIONS SOUTENUES



Organisations d'intervention lors de catastrophes naturelles après le tremblement de terre au Népal et le tsunami au Japon



Projets de prêt renouvelable pour les petites entreprises et les producteurs de biens et services



Jeunes LGBT, femmes autochtones, jeunes travailleuses et travailleurs, programme Pathways to Education



Canada

Des jeunes femmes autochtones qui façonnent leur communauté



Le Fonds de justice sociale appuie des projets au Canada et à l'étranger qui développent le leadership et les compétences des jeunes, en particulier des jeunes qui sont marginalisés et désavantagés à cause de la pauvreté, du racisme, du sexisme et de l'absence de perspectives d'avenir.

Les jeunes femmes autochtones, surtout celles qui vivent dans une réserve, rencontrent de nombreuses difficultés étrangères à leurs homologues non autochtones. Ces difficultés les rendent plus susceptibles de subir de la violence et des agressions physiques et sexuelles, ainsi que de l'intimidation; de consommer de l'alcool et des drogues; d'éprouver des problèmes à l'école et des problèmes de santé mentale; d'être mal préparées au travail et de se retrouver au chômage.



La mise en œuvre de programmes judicieux à l'échelle communautaire peut révolutionner la vie de ces jeunes femmes et de ces filles.

Voilà pourquoi le FJS d'Unifor a accordé son appui au programme Walking with Wisdom: Leaders Now. Dirigé par les participantes elles-mêmes, ce programme de 18 mois a permis d'autonomiser des adolescentes habitant les territoires traditionnels de la Première Nation Lil'wat (Mount Currie et Pemberton) et de la Première Nation N'Quatqua (D'Arcy), situés dans une région isolée de la Colombie-Britannique. Il a été mis sur pied par la Victoria International Development Education Association (VIDEA), un chef de file reconnu dans les domaines de l'analyse participative et comparative entre les sexes et de la formation dans les écoles et les groupes communautaires à la grandeur de la Colombie-Britannique. La VIDEA, qui mène ses activités sous l'angle des droits, place le sexe au centre de tous ses programmes.

Le programme Walking with Wisdom puise ses racines dans un programme de stages de la VIDEA qui a permis à 10 jeunes stagiaires autochtones de passer quatre mois en Zambie. À son retour, l'une des participantes a pressé la VIDEA d'offrir aux filles de sa communauté des occasions similaires.

Walking with Wisdom a été conçu pour aider les filles à gagner de l'assurance et à acquérir de nouvelles compétences, dont des qualités de chef essentielles.

Les jeunes femmes ont exploré la culture autochtone traditionnelle, les droits de la personne et des femmes, la défense efficace de leurs droits, les connaissances médiatiques, la photographie, les habiletés en ligne, la rédaction, l'engagement communautaire et les actions qu'elles peuvent poser pour façonner leur communauté.



« Les jeunes femmes qui ont fait partie de ce groupe partagent ce qu'elles ont appris avec leurs amis et les membres de leur famille et sont des modèles positifs dans leur communauté. »

Lisa Fisher,
Centre d'apprentissage T'Zil
Extrait du blogue rédigé pendant sa visite sur le terrain à Victoria

« Ce projet a eu un plus grand effet en chaîne dans ces communautés et sur ces filles que ce que vous croyez. Il a mis sur le chemin de ces filles des personnes qui se souciaient d'elles. Il leur a fait connaître d'autres ressources de soutien et leur a procuré la confiance nécessaire pour prendre contact avec celles-ci. »

Tashayna Peters,
coordonnatrice locale de programme et ancienne stagiaire de la VIDEA en Zambie
Extrait du blogue rédigé pendant sa visite sur le terrain à Victoria

Les activités étaient menées par d'autres jeunes femmes autochtones fortes et couronnées de succès dans lesquelles les filles se reconnaissaient et sur lesquelles elles pouvaient prendre modèle, car elles avaient vécu des expériences similaires et s'étaient heurtées aux mêmes obstacles. Les participantes ont rencontré des dirigeantes communautaires, des politiciennes et d'autres femmes qui faisaient évoluer leur communauté pour pouvoir s'identifier comme des agentes de changement dynamiques, tant dans l'immédiat qu'à l'avenir.

Dans le cadre du programme, elles se sont rendues à Victoria, qui abrite l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique et l'Université de Victoria, ainsi qu'à Whistler, où elles ont découvert la culture autochtone locale. Ces voyages ont permis aux filles d'explorer les avenues qui s'offraient à elles en matière d'éducation et d'emploi, avenues dont elles n'étaient pas au courant auparavant.

Le programme a débuté par une évaluation participative des besoins des participantes. Les filles se sont penchées sur leur vie et sur leur communauté et ont dégagé des problématiques auxquelles elles voulaient s'attaquer, comme le manque d'accès à l'éducation, la consommation précoce d'alcool et de drogues, et la grossesse chez les adolescentes. Cet exercice leur a permis de traiter des questions difficiles dans un environnement d'apprentissage propice et de constater qu'elles pouvaient faire une différence dans leur propre vie et celle des autres. Les filles ont également tenu un blogue et rédigé une infolettre destinée à leur communauté. Ce faisant, elles ont décrit l'influence positive que le programme avait sur leur vie à d'autres adolescents, aux membres de leur famille et

à leurs dirigeants, tout en acquérant des compétences pratiques qui leur seraient utiles plus tard.

Le succès du programme tient au leadership et à la constance des filles : 95 rencontres en un an et demi et un taux de participation élevé. Notamment, lors d'événements communautaires de sensibilisation, les jeunes femmes ont raconté les expériences qu'elles vivaient dans le cadre du programme et ont parlé des avantages de ce dernier. Elles ont invité les membres de leur famille, leurs dirigeants autochtones, leurs amis, leurs camarades de classe, etc., à un repas communautaire. Elles étaient responsables de tous les aspects du repas, de l'envoi des invitations à la préparation et à la cuisson des aliments. Ce jalon important du programme a démontré la maturité, la confiance et les habiletés qu'elles avaient acquises, de même que les bienfaits que le programme apportait à la communauté dans son ensemble.

Le FJS a fourni une partie du financement, ce qui a rendu les séances et les voyages d'études possibles.

Le programme a permis aux filles de comprendre qu'elles faisaient une différence dans leur propre vie et celle des autres.





Bangladesh

Travailler avec les survivants de l'effondrement du Rana Plaza



Le Bangladesh compte au nombre des pays les plus pauvres et les moins développés du monde. Près de la moitié de la population du pays vit sous le seuil international de pauvreté de 1,25 \$ par jour. Des 150,5 millions d'habitants du Bangladesh, 22,5 millions sont handicapés et sont souvent exclus des possibilités d'emploi et des initiatives de développement.

EFFONDREMENT DU

Rana Plaza

1 129

Travailleuses et travailleurs
du vêtement tués

2 438

Survivantes et
survivants trouvés

499

Survivantes et survivants
restés handicapés

DES CENTAINES

de personnes portées disparues

Au Bangladesh, les incendies dans les usines et les accidents industriels sont de plus en plus courants depuis que le pays figure parmi plus grands exportateurs de vêtements au monde.

Cet essor s'est fait au détriment des salaires des travailleurs, des conditions de travail et des considérations les plus fondamentales en matière de santé et de sécurité. Les normes et les lois du travail ne sont pas appliquées. En outre, les recruteurs syndicaux et les travailleurs qui revendiquent de meilleures conditions sont victimes de harcèlement et de violence et ne sont pas protégés par l'État.

Le 29 avril 2013, l'immeuble industriel de huit étages Rana Plaza, situé à Savar, au Bangladesh, s'est effondré pendant les heures de travail. Des milliers de travailleurs de l'industrie du vêtement y sont restés coincés. Les travailleurs avaient déjà exprimé leur inquiétude quant à la sécurité de l'immeuble, mais ils ont reçu des menaces de licenciement en retour. L'effondrement a fait 1 129 victimes, mais 2 438 ont heureusement été secourues. Des centaines d'autres ont été portées disparues. La majorité des victimes étaient des femmes, et 75 p. 100 avaient moins de 28 ans. L'effondrement a gravement blessé des centaines de survivants (amputation, paralysie et problèmes de mobilité).

Le FJS d'Unifor s'est associé avec l'organisme de défense des droits des personnes handicapées et de développement Handicap International pour aider les personnes les plus touchées à obtenir le soutien en matière de réadaptation dont elles avaient besoin, ainsi que des services et des appareils médicaux spécialisés.

Des 499 survivants handicapés, 109 sont retournés dans leur village natal, hors de portée de la plupart des centres de réadaptation et de soutien des moyens de subsistance.





Handicap International répond aux besoins essentiels des personnes handicapées et des populations vulnérables, améliorent leurs conditions de vie en apportant les changements nécessaires, tout en faisant la promotion du respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Handicap International s'efforce également de développer les réseaux et les organismes locaux de personnes handicapées pour assurer le maintien des services et du soutien.

À la suite de la tragédie du Rana Plaza, Handicap International a tout d'abord localisé les survivants, puis il a ensuite évalué leurs besoins et les ressources dans leur région.

Une fois les besoins compris, Handicap International a fait appel aux services de spécialistes de la réadaptation physique et a équipé les survivants des appareils fonctionnels dont ils avaient besoin pour améliorer leur mobilité, leur autonomie et leur capacité à mener leurs activités quotidiennes.

Un certain nombre de participants, refusant de retourner travailler dans l'industrie du vêtement, devaient suivre un programme de recyclage afin d'avoir accès à d'autres moyens de subsistance. Handicap International a contribué au renforcement des capacités des organisations locales de personnes handicapées pour qu'elles puissent les aider à trouver de nouvelles sources de revenus.

Le volet d'action sociale, réalisé en collaboration avec les personnes handicapées et en leur nom, est la clé du succès du projet. Handicap International a travaillé avec des organisations locales pour mettre sur pied des campagnes d'action factuelles sur la prévention des handicaps et la création de lieux de travail et d'espaces plus inclusifs qui s'adressaient aux employeurs et au secteur privé. Il a aussi mené une campagne de sensibilisation du public à la prévention des handicaps et à l'inclusion en milieu de travail.

En tissant des réseaux locaux et en militant au nom des personnes handicapées, Handicap International, avec l'appui du FJS, voit à ce que les travailleurs handicapés à vie vivent dans la dignité, jouissent de leurs droits et disposent d'un moyen de subsistance. Le FJS est fermement résolu à s'assurer que les travailleurs d'autres pays puissent exercer leurs droits et vivre en sécurité et dans la dignité.



LOCALISATION

Survivantes et survivants trouvés et évaluation de leurs besoins



AIDE

Offre de services de réhabilitation physique aux survivantes et survivants, et d'appareils d'assistance mobile



SOUTIEN

Recyclage en emploi et accès à d'autres possibilités de gagne-pain



DÉFENSE DES DROITS

Pour la sensibilisation aux incapacités et à des lieux de travail inclusifs



Colombie

Militer pour des syndicats forts dans le secteur pétrolier



La Colombie est l'un des pays les plus dangereux au monde pour un militant syndical, ou même un syndiqué. Chaque année, des dizaines de dirigeants syndicaux sont assassinés ou disparaissent à jamais, alors que beaucoup d'autres sont victimes de menaces de mort, de violences, d'acharnement judiciaire et de répression légale. En dépit de ces dangers, des femmes et des hommes courageux continuent de défendre les droits des travailleurs, y compris le droit de se syndiquer et d'améliorer leurs conditions de travail et de vie.



Le Fonds de justice sociale d'Unifor appuie les efforts du Proyecto de Acompañamiento y Solidaridad Internacional (PASO), un organisme international qui travaille avec l'Unión Sindical Obrera (USO), le syndicat national des travailleurs de l'industrie pétrolière de la Colombie, dans la région de Puerto Gaitán, située dans les plaines orientales du département de Meta en Colombie.

Puerto Gaitán abrite une population indigène nombreuse et diversifiée. Ses habitants ont un accès limité à l'éducation (en fait, moins de la moitié de la population a suivi une scolarité) et occupent des logements inadéquats et non desservis par des services d'assainissement. Ces facteurs se combinent pour créer un vaste bassin de travailleurs non qualifiés qui ont besoin des occasions d'emploi offertes par les pétrolières.

Le PASO fournit un accompagnement de protection et du soutien en matière de militantisme, d'éducation et de communication à l'USO, qui est la cible d'attaques depuis qu'il tente de syndiquer les travailleurs de l'industrie pétrolière et de s'assurer qu'ils peuvent exercer leurs droits.

Protective accompaniment has long been a valued tactic of global peace and human rights movements, providing visible support and international witnesses to threatened activists and organizations.

Depuis longtemps, l'accompagnement de protection est une stratégie préconisée par les mouvements mondiaux de promotion de la paix et des droits de la personne qui consiste à fournir un soutien visible et des témoins internationaux aux organisations et aux militants menacés.





AVEC PASO, USO PEUT DÉSORMAIS:



PARLER

aux travailleuses et travailleurs employés par les trois grandes pétrolières



DIMINUER

les menaces ciblant les dirigeants et alliés d'USO



BÂTIR

des coalitions avec d'autres syndicats, ONG, politiciens, journalistes et responsables de politiques

Les activités de militantisme du PASO et de l'USO mettent l'accent sur la mobilisation des autorités colombiennes et internationales dans le but de réduire les risques que courent les militants de l'USO et leurs alliés. Le PASO assure régulièrement la liaison avec l'ambassade canadienne, des représentants des États-Unis et d'autres ONG nationales et internationales amies qui œuvrent dans la région. De plus, il accompagne les représentants de l'USO sur le terrain lorsqu'ils rencontrent des travailleurs de trois multinationales pétrolières, c'est-à-dire Pacific Rubiales Energy, Quifa et Caño Sur. L'USO a dû interrompre ses campagnes de recrutement antérieures après avoir reçu des menaces.

De propriété canadienne, la multinationale Pacific Rubiales Energy a été le théâtre d'un conflit de travail majeur en 2011 après avoir congédié la majorité des 3 000 travailleurs membres de l'USO qui avaient déclenché une grève pour revendiquer de meilleures conditions de vie, des salaires supérieurs au seuil de pauvreté, des avantages sociaux et la reconnaissance syndicale. L'USO, sous la menace de violences et de répression légale, a dû quitter la région peu après. Avant les mesures de répression, les négociations menées par les membres de l'USO et les arrêts de travail avaient permis d'améliorer grandement les conditions de travail de même que les logements des travailleurs de la région.

Pendant le passage du PASO dans la région, les recruteurs de l'USO ont pu retourner sur deux grands chantiers et visiter un nouveau chantier pour la première fois, ce qu'il aurait été dans l'incapacité de faire autrement. Avec l'aide du PASO, les recruteurs de l'USO sont parvenus à effectuer des recherches sur des lieux de travail, dans des cafétérias, dans des quartiers d'habitation, dans des camps et sur des routes publiques, au moment où les travailleurs partaient et montaient dans les autobus de l'entreprise. Un dirigeant syndical exilé a même pu revenir au pays et reprendre ses activités syndicales. Les opinions des travailleurs sur l'USO sont de plus en plus positives, car ils entretiennent des liens plus étroits avec le syndicat. Les menaces de mort dirigées contre les dirigeants de l'USO et leurs alliés se font de plus en plus rares. La répression légale a aussi progressivement diminué.

Le PASO contribue en outre à la formation de coalitions entre syndicats, ONG, politiciens, journalistes et décideurs afin de récolter des appuis pour la campagne de syndicalisation.

Le FJS croit à l'importance du travail qu'accomplit le PASO en aidant l'USO à accroître l'accès des travailleurs à un syndicat démocratique, en militant ensemble, en affirmant les droits des travailleurs et en améliorant les conditions de travail et de vie de ceux-ci.



Népal

Un grand nettoyage après le séisme dévastateur



Le Fonds de justice sociale offre du soutien aux organismes sur le terrain en cas de catastrophe soudaine.

Le 25 avril 2015, un séisme d'une magnitude de 7,9 a secoué Katmandu, la capitale animée du Népal. Ce violent tremblement de terre a coûté la vie à des milliers de personnes et en a blessé gravement des dizaines de milliers d'autres. Des quartiers entiers ont été anéantis. Les secours se sont mobilisés dans l'intention de réduire l'ampleur de la tragédie et d'aider les survivants à reconstruire leur vie.

Le 12 mai, un second séisme d’une magnitude de 7,3 a frappé encore une fois le Népal, dans les contreforts de l’Himalaya, entre Katmandu et le mont Everest. Les secousses ont été ressenties jusqu’à New Delhi, en Inde. Plus de 8 500 personnes sont mortes, 22 000 autres ont été blessées et 2,8 millions de personnes ont perdu leur maison.

Le FJS, avec des milliers de contributions financières additionnelles des sections locales et des membres d’Unifor, a versé 60 000 \$ à Oxfam Canada, qui avait dépêché une équipe d’urgence sur le terrain peu après le premier séisme. Afin de pouvoir amorcer les travaux complexes de reconstruction, il fallait d’abord répondre aux besoins immédiats les plus pressants.

L’équipe d’urgence d’Oxfam a aidé plus de 367 000 femmes, hommes et enfants dans les sept districts les plus durement touchés. En faisant appel aux services des sherpas qui s’étaient retrouvés sans travail à la suite du séisme, Oxfam a réussi à apporter du secours dans les hautes montagnes.

Avec les contributions du FJS, des sections locales et des membres d’Unifor, Oxfam Canada a été en mesure de fournir ce qui suit :



De l’eau potable pour

30 000

personnes

par l’utilisation de jerricans et des comprimés pour purifier l’eau;



Des paniers alimentaires pour

27 000

foyers,

comprenant du riz, des lentilles, de l’huile à cuisson et, lorsque possible, du soutien pour cultiver des récoltes à nouveau.



45 300

trousses d’hygiène d’urgence

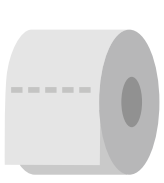
contenant des produits de première nécessité comme des couvertures, du savon, des sous-vêtements et des articles de toilette, pour ceux qui ont dû fuir leur domicile;



32 800

abris d’urgence et mieux équipés,

dont des matelas de mousse, des bâches, des couvertures et des lampes solaires;



4 470

toilettes sèches,

ainsi que des dispositifs de lavage des mains pour prévenir la propagation de maladies et préserver la dignité de ceux qui avaient presque tout perdu;



République démocratique du Congo

Redéfinir les rôles sexuels des femmes et élargir leurs perspectives d'avenir



La République démocratique du Congo serait l'un des pays les plus dangereux au monde pour une femme. Après plusieurs années de guerre civile et de violence extrême, les familles sont déplacées, séparées ou décimées.

Il peut être extrêmement difficile d'assurer la mobilité et la sécurité personnelle des femmes et des filles compte tenu de la présence continue des milices armées et de l'utilisation de la violence fondée sur le sexe comme tactique de guerre.



Après des années de conflit dans l'est du Congo, les femmes doivent remplacer les hommes comme principaux soutiens de famille, car ceux-ci sont absents par suite d'un déplacement, morts ou incapables de travailler ou de trouver un emploi.

Cette transition offre l'occasion de renégocier les rôles sexuels traditionnels et prépare le terrain pour que les femmes participent à l'économie officielle en occupant un emploi salarié.

Le Fonds de justice sociale d'Unifor fait équipe avec War Child Canada afin de doter les femmes des moyens de contribuer pleinement à leur collectivité et de subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants.



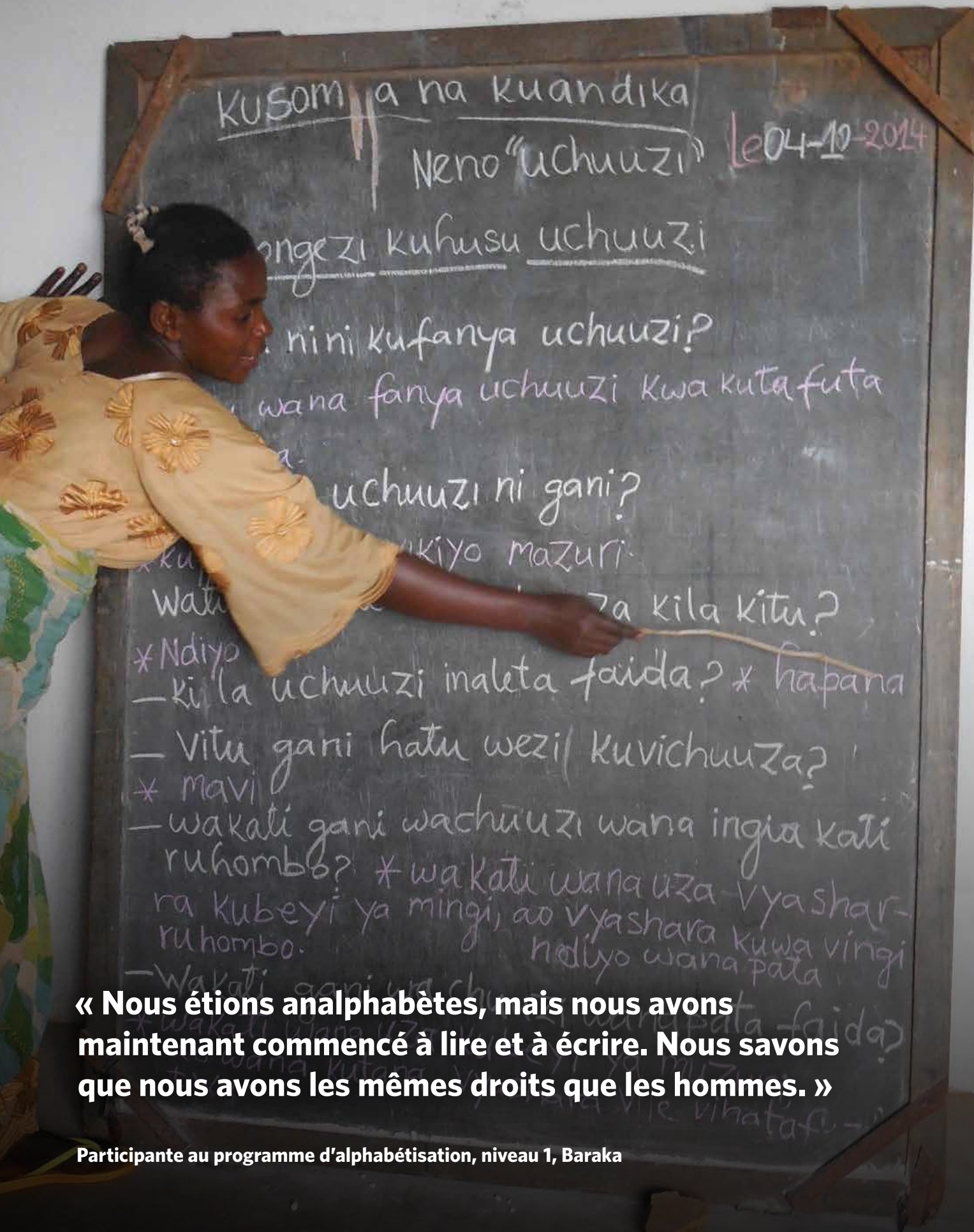
Le projet avait pour objectif de s'assurer que les femmes jouissent d'un accès accru à l'éducation ainsi qu'à la formation et sont soutenues par des associations de travailleuses, et de veiller à ce que leurs droits, en particulier leurs droits économiques et leur rôle dans la population active, soient défendus et respectés.

Traditionnellement, les Congolaises de la province du Sud-Kivu sont confinées à l'économie informelle en raison d'un manque de scolarité, en combinaison avec les responsabilités liées à l'éducation des enfants et à l'agriculture familiale. Le faible niveau de scolarité des femmes et des filles est un obstacle majeur qui les empêche de décrocher un emploi salarié et formel. Près de la moitié des femmes du Kivu, une province de l'est de la République démocratique du Congo, sont analphabètes.



« Nous avons appris beaucoup de choses et nous sommes maintenant persuadées que le monde ne peut pas se développer sans les femmes. »

Participante au programme d'alphabétisation, niveau 3, Baraka



« Nous étions analphabètes, mais nous avons maintenant commencé à lire et à écrire. Nous savons que nous avons les mêmes droits que les hommes. »

Participante au programme d'alphabétisation, niveau 1, Baraka

Seulement 28 p. 100 des filles sont inscrites à l'école secondaire, contre 51 p. 100 des garçons. Le mariage précoce, les tâches domestiques, le travail des enfants, la pauvreté et la priorisation de l'éducation des garçons par rapport aux filles constituent d'autres obstacles à l'éducation.

En prenant l'alphabétisation comme point de départ, les responsables du projet ont consulté les dirigeants communautaires pour savoir qui bénéficierait le plus du programme et ont embauché des formateurs locaux pour donner les cours d'alphabétisation. Ils ont ainsi fermement ancré le projet dans la collectivité pour rallier la population locale.

Le projet ciblait les femmes les plus vulnérables, soit les veuves, les femmes indigentes et les femmes sans moyen de subsistance qui avaient de nombreux enfants à charge. Il s'adressait également aux dirigeants communautaires, ainsi qu'aux hommes et aux garçons, dans le but de mieux les sensibiliser aux droits des femmes et de leur faire comprendre l'importance d'encourager le progrès économique de celles-ci.

War Child Canada a également aiguillé les femmes vers des associations locales de travailleuses afin

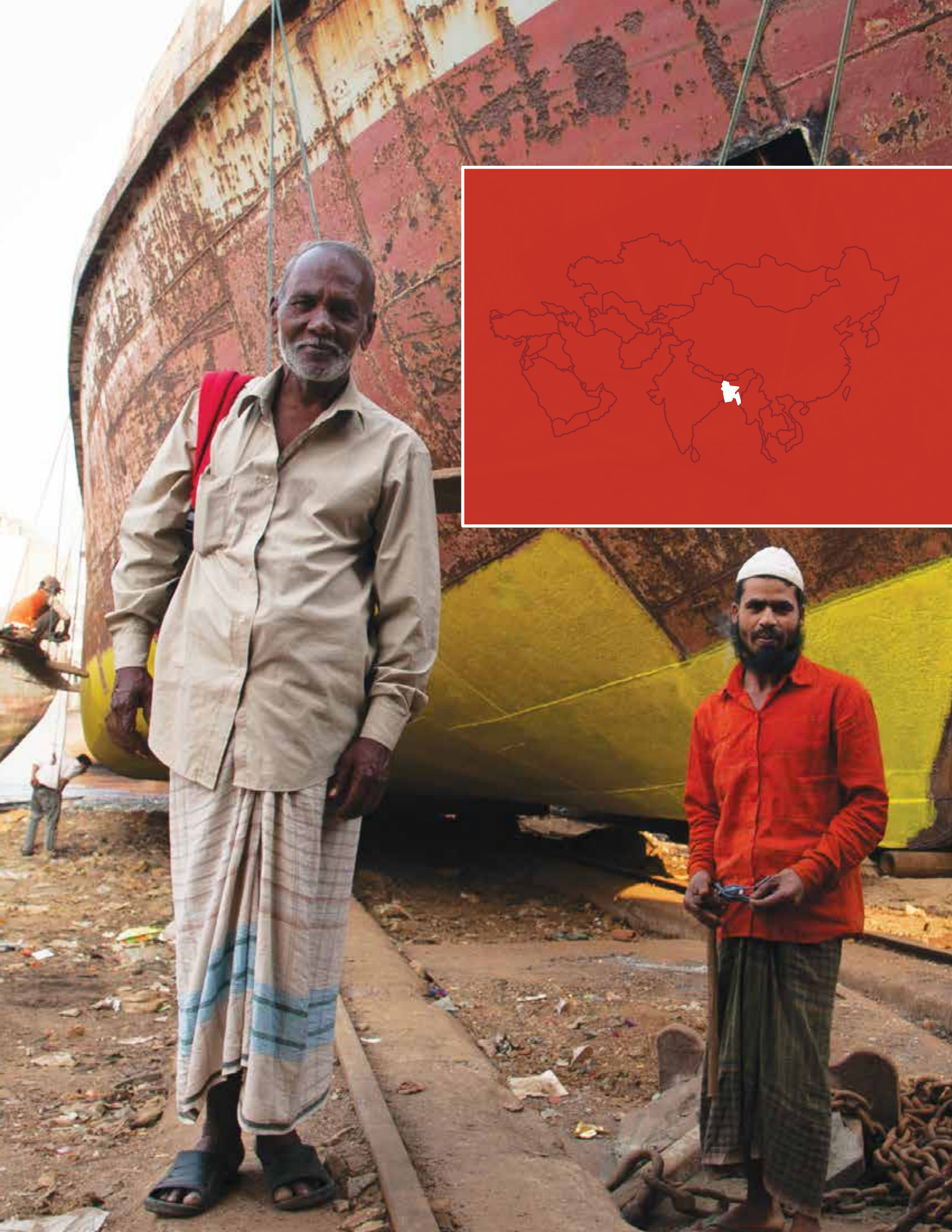
En collaboration avec ses partenaires communautaires, War Child Canada a mis sur pied huit centres d'alphabétisation dans autant de localités voisines. Ces centres ont accueilli 154 femmes et 2 hommes.

qu'elles puissent apprendre au contact d'autres entrepreneures dans un environnement sûr et qu'elles aient droit à du microfinancement ou à un prêt de leur village. War Child Canada s'efforce de renforcer les organisations locales œuvrant déjà dans une zone desservie pour que les gains réalisés puissent être maintenus.

L'évolution des attitudes quant aux droits des femmes, en particulier leurs droits économiques, est la clé de la réussite de tout projet d'autonomisation des femmes. War Child Canada a tout d'abord offert un programme de sensibilisation à trois partenaires locaux, qui ont par la suite participé à l'organisation de plus de 20 séances communautaires dans les 8 villes où les centres d'alphabétisation étaient établis.

Les séances ont conscientisé 5 300 personnes, une combinaison d'hommes, de femmes, de garçons et de filles, au sujet des droits de la personne, des droits des femmes (en particulier le droit à l'éducation, à la sécurité et à la participation au marché du travail) et des avantages, pour les familles, que les femmes assument le rôle de pourvoyeuse. Dans un esprit similaire, un dialogue a aussi été noué avec près de 600 dirigeants communautaires dans l'espoir de les rallier à la cause des droits économiques des femmes.

Le FJS fait la promotion d'un développement axé sur l'équité, car il croit que la justice sociale, l'égalité et les droits de la personne doivent être au cœur de n'importe quelle initiative de développement, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie des femmes.



Bangladesh

Offrir des services médicaux et de la formation sur la santé et la sécurité aux travailleurs des chantiers de démantèlement de navires



Le Fonds de justice sociale s'est engagé à améliorer la qualité de vie au travail en collaborant avec des syndicats et d'autres associations de travailleurs du monde entier.

D'après les estimations, plus de 100 000 personnes travaillent dans le secteur du démantèlement de navires sur la planète, surtout au Bangladesh, en Inde, au Pakistan, en Chine et en Turquie. Autrefois très mécanisé, le démantèlement de navires est un travail très dangereux et exténuant de nos jours. Les travailleurs démantèlent d'énormes navires de sorte que l'acier puisse être revendu et recyclé. Au Bangladesh, de vastes chantiers de démantèlement de navires bordent la baie du Bengale.

LA CLINIQUE OSHE

4

membres du personnel de la clinique

1 250+

patients de la clinique en deux ans

30 à 40

travailleuses et travailleurs et leur famille par jour

Étant donné que la réglementation en matière de santé, de sécurité et d'environnement est laxiste et qu'il est difficile de trouver du travail salarié au Bangladesh, il n'est pas rare que les travailleurs, y compris les enfants, se blessent gravement ou perdent la vie au travail.

Les travailleurs ne sont pas adéquatement protégés des risques pour leur santé et leur sécurité et peuvent être exposés à des substances toxiques, lesquelles sont aussi déversées dans l'eau.

Le FJS d'Unifor s'est associé avec la Bangladesh Occupational Safety, Health and Environment Foundation (OSHE) pour mettre sur pied une clinique à Sitakunda, dans le district de Chittagong, afin de fournir aux accidentés du travail les services médicaux dont ils ont grandement besoin.

L'OSHE et la clinique de santé des travailleurs d'Unifor offrent des services médicaux de base, du soutien en matière de physiothérapie et de l'information sur les droits au regard de la santé et de la sécurité au travail.

La clinique organise des cercles d'étude qui donnent aux travailleurs l'occasion d'en apprendre davantage sur leurs droits fondamentaux à la santé et à la sécurité au travail et sur l'application de la législation du travail en vigueur. Ces cercles leur expliquent leurs droits ainsi que la façon de les exercer et leur montrent comment encourager d'autres travailleurs à faire de même. Grâce aux outils essentiels de l'éducation et des mesures de protection en matière de santé et de sécurité, les travailleurs se dotent de moyens d'agir.

En 2 ans, la clinique a traité plus de 1 250 patients, et jusqu'à 30 à 40 travailleurs par jour, plus leur famille. Elle leur a fourni un éventail de services, notamment des soins de santé de base et de la physiothérapie, en plus de soulager leur douleur et de les aiguiller vers des spécialistes. La clinique emploie quatre personnes : un médecin, une infirmière, un comptable à temps partiel et un directeur administratif. L'OSHE donne régulièrement des séminaires spéciaux sur les soins de santé aux dirigeants syndicaux et aux syndiqués pour les renseigner sur la prévention des maladies au travail. Elle les sensibilise aussi à la santé et à la sécurité au travail en leur distribuant du matériel pédagogique. En outre, elle prête assistance aux familles des membres décédés.



Nezam Uddin, 34 ans

Victime d'un accident de travail il y a deux ans. Une lourde plaque de fer s'est détachée d'un navire et est tombée sur lui. Nezam, qui ne travaille plus depuis cet accident, a six personnes à charge. Le propriétaire du chantier a assumé les frais des soins médicaux d'urgence, mais il refuse de lui verser des indemnités et de payer l'assistance médicale dont il aura grandement besoin à long terme. Grâce à l'aide médicale de la clinique, Nezam n'est plus alité. La clinique joue un rôle important dans le rétablissement de Nezam.

« Le soutien médical de la clinique m'a vraiment été utile en période de crise. Je me sens plus confiant qu'avant. La clinique m'a aidé à entrer en contact avec les dirigeants du syndicat des travailleurs du chantier de démantèlement de navires. J'en suis maintenant membre, et j'espère retourner au travail. »



Rajibul Islam, 35 ans

En 2013, il s'est gravement brûlé la main droite en coupant du métal sur un navire ferrailé, à l'intérieur du chantier. Le chantier ne fournissait aucun équipement de protection individuelle aux travailleurs. Après l'accident, la direction du chantier a envoyé Rajibul dans un hôpital local et a refusé de lui offrir un traitement de suivi. Il a découvert l'existence de la clinique par l'entremise de l'un de ses amis. Il a pu recevoir des soins, s'est joint au cercle d'études sur la santé et la sécurité et a pris conscience de ses droits en milieu de travail.

« Le soutien et les services médicaux que m'a offerts la clinique de santé des travailleurs de chantiers de démantèlement de navires de l'OSHE étaient fort opportuns et m'ont aidé à soigner mes brûlures et m'ont redonné espoir en l'avenir. Je suis maintenant plus au fait des questions de santé et de sécurité ainsi que de mes droits fondamentaux en milieu de travail. Je demande à mes collègues d'exiger que les chantiers de démantèlement soient plus sûrs et qu'un équipement de protection leur soit fourni. »



Haiti

Reconstruire ensemble



Le Fonds de justice sociale contribue significativement aux efforts de reconstruction et de développement qui suivent une catastrophe, en ne perdant pas de vue la justice sociale et l'amélioration de la protection des droits de la personne.

Le séisme qui a ébranlé Haïti en 2010 était une catastrophe humanitaire : il a décimé 160 000 personnes et en a déplacé 1,5 million d'autres. Le séisme de 7,0 a rasé des quartiers entiers de Port-au-Prince, portant un coup fatal à des infrastructures qui tombaient déjà en ruine. Il a également handicapé à vie de nombreuses personnes et restreint leur mobilité, ce qui les empêche de prendre le transport en commun.

Le FJS d'Unifor a fait équipe avec l'organisme de défense des droits des personnes handicapées et de développement Handicap International pour s'attaquer au problème de l'accès au transport en commun pour les personnes handicapées qui vivaient à Port-au-Prince.

Le projet comportait trois principaux volets : concevoir un tap-tap (autobus taxi) adapté aux besoins des personnes handicapées, construire une gare accessible et sensibiliser les conducteurs de véhicule de transport en commun, les urbanistes et les employés municipaux à l'importance des mesures d'accessibilité.

Dans le cadre d'un concours, Handicap International a invité des écoles professionnelles locales à mettre au point un tap-tap accessible. La conception devait reposer sur des normes universelles en matière d'accessibilité. Le projet a donné aux étudiants la chance d'acquérir des compétences concrètes tout en se mettant au service de leur communauté, alors que le concours a permis de mieux faire connaître les handicaps et le principe d'inclusion. Les équipes participantes ont reçu des conseils techniques, notamment de Handicap International. Plusieurs mois plus tard, le jury a choisi l'équipe gagnante. Cette dernière a entrepris les travaux dans les plus brefs délais afin de mettre en pratique les concepts appris et de transformer les tap-taps en « autobus de la dignité ».



En collaboration avec les représentants de l'État et les groupes de défense des droits des personnes handicapées, un site a été choisi pour la gare accessible. La construction pouvait maintenant s'amorcer. Dans le cadre du projet, Handicap International a mis sur pied et exécuté des programmes de sensibilisation à l'intention des conducteurs de véhicule de transport en commun, des directeurs municipaux et du personnel technique de la ville. Le projet a en outre obtenu un appui ferme du syndicat des conducteurs de véhicule de transport en commun.



Unifor
**Fonds
de justice
sociale**



Pour en savoir davantage:

Fonds de justice sociale d'Unifor

205 Placer Court,
Toronto, ON
M2H 3H9

Tél: 416.497.4110

Fax: 416.495.6554

Courriel: international@unifor.org

www.unifor.org/fjs

Réalisé par le Fonds de justice sociale d'Unifor et le Service des communications d'Unifor.

printer
bug